

CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICES

Conformément aux articles L.1121-1 à L.1121-3 et L.3100-1 à L.3137-5, et
R.3111-1 à R.3135-10 du code de la commande publique

AUTORITÉ CONCÉDANTE

**CROUS de Limoges représenté par
Monsieur le Directeur général du CROUS de Limoges**

Objet de la concession de services

**Installation, exploitation et maintenance
de laveries libre-service en résidences universitaires**

Lot 2 : Creuse et Corrèze

Sommaire

Sommaire.....	1
CONTEXTE.....	3
IDENTIFICATION DES PARTIES	4
DEFINITION DU CONTRAT	5
Article 1. OBJET ET NATURE DU CONTRAT	5
Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 3. MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE.....	6
Article 4. EXCLUSIVITE DU SERVICE	6
Article 5. PERIMETRE DU CONTRAT	6
Article 5.1 Définition du périmètre.....	6
Article 5.2 Modifications définitives ou temporaires du périmètre.....	7
Article 5.2.1 Clause de réexamen : Ajout de nouvelles laveries.....	7
Article 5.2.2 Modalités d'ajout et de retrait de lave-linge et sèche-linge	7
Article 5.2.3 Modalités de redéploiement de lave-linge et sèche-linge implantés	7
Article 6. DUREE DU CONTRAT	8
Article 7. INFORMATION DU CONCESSIONNAIRE EN CAS DE MODIFICATION DE SA SITUATION	8
CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	9
Article 8. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES	9
Article 8.1 Désignation des matériels de laverie automatique.....	9
Article 8.2 Mode de sécurisation des matériels de laverie automatique.....	9
Article 8.3 Identification des matériels de laverie automatique	9
Article 8.4 Continuité du service.....	9
Article 9. INSTALLATION, MISE EN SERVICE DES LAVE-LINGES ET SECHE-LINGES.....	10
Article 9.1 Conditions de livraison, d'installation et de mise en service	10
Article 9.2 Planning de déploiement	10
Article 9.3 Mise hors service temporaire des lave-linges et sèche-linges	11
Article 10. GESTION DU MATERIEL.....	11
Article 11. SYSTEME D'INFORMATION	12
Article 11.1 Système d'information du Concessionnaire mis à disposition du Concédant	12
Article 11.2 Système d'information pour les résidents	12
Article 12. TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES.....	12
Article 13. PRESTATION DE CONSEIL DU CONCESSIONNAIRE.....	13
Article 14. OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE LIEES A L'EXECUTION DE LA CONCESSION	13
Article 14.1 Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux.....	13
Article 14.2 Adhésion du Concessionnaire à la monétique Crous.....	13
Article 14.2.1 Dispositifs de paiement	14

Article 14.3 Obligations liées à l'installation des machines et à la maintenance	14
Article 14.4 Obligations liées à l'assistance aux utilisateurs.....	15
Article 14.5 Confidentialité.....	15
Article 14.6 Sous-traitance.....	15
Article 14.7 Optimisation, évolutions et mises en conformité	16
Article 14.8 Fin du contrat de concession Article 14.8.1 Retrait du matériel	16
Article 14.8.2 Retrait différé de l'ensemble des matériels en fin de concession	16
Article 14.8.3 Etat des lieux et remise en état	17
Article 15. OBLIGATIONS DU CONCEDANT	17
RESPONSABILITE ET ASSURANCES	18
Article 16. ASSURANCE DU CONCESSIONNAIRE	18
Article 17. RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE	18
STIPULATIONS FINANCIERES.....	20
Article 18. MONTANT DE LA CONCESSION.....	20
Article 19. FIXATION DES PRIX DE VENTE.....	20
Article 20. VERSEMENT DE LA REDEVANCE.....	20
Article 21. DELAIS DE PAIEMENT.....	21
MODALITES DE CONTRÔLE, DE SUIVI ET SANCTIONS	22
Article 22. SUIVI ET CONTRÔLE DE LA CONCESSION	22
Article 22.1 Suivi de la concession.....	22
Article 22.2 Contrôle exercé par le Concédant.....	22
Article 22.3 Fréquences de passage	22
Article 23. PENALITES	23
Article 23.1 Pénalités pour retard d'exécution	23
Article 23.2 Pénalités pour indisponibilité d'un lave-linge ou sèche-linge	23
Article 23.3 Pénalités pour retrait ou transfert des machines sans autorisation préalable	23
Article 23.4 Pénalités pour retard de paiement	23
Article 24. SANCTIONS CORRECTIVES	23
STIPULATIONS COMPLEMENTAIRES	24
Article 25. RESILIATION ET FIN DU CONTRAT DE CONCESSION	24
25.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du Concessionnaire	24
25.2. Résiliation	24
25.2.1. Résiliation pour faute du Concessionnaire	24
25.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général	24
Article 26. REGLEMENT DES LITIGES ET CONTESTATIONS	25
LISTE DES ANNEXES	25

CONTEXTE

Le Crous de Limoges est un centre régional des œuvres universitaires et scolaires. Il est un établissement public à caractère administratif chargé principalement de l'aide sociale, de l'accueil des étudiants internationaux, du logement pour étudiants, de la restauration universitaire et de la vie culturelle étudiante.

Dans ce cadre, le Crous de Limoges souhaite désigner un prestataire externe afin d'assurer certains services offerts aux résidents sur ses sites. Ledit prestataire se verra confier la mise à disposition, l'implantation, la gestion et l'exploitation des lave-linges et sèche-linges dans les différentes laveries désignées par l'établissement public.

Le prestataire devra assurer ce service en prenant en compte les adaptations rendues nécessaires à l'exploitation des machines pour les résidents. Cela implique notamment l'application des tarifs sociaux votés au Conseil d'Administration du Crous de Limoges, d'une signalétique appropriée aux étudiants et aussi une continuité de service.

Le prestataire, en contrepartie de l'exploitation des laveries, versera une redevance annuelle basée sur le chiffre d'affaires HT réalisé dans les locaux de l'établissement.

IDENTIFICATION DES PARTIES

Entre les soussignées :

Le Crous de Limoges représenté par son Directeur général en exercice, Fabrice PEZZIARDI, Ci-

après dénommé « le Concédant »,

D'une part,

Et

Représentée par

(Préciser le statut, nom, capital s'il y a lieu, n°RCS ou INSEE, siège social de la structure concernée et les nom, prénom et qualité du représentant).

Ci-après dénommé « le Concessionnaire »,

D'autre part,

Ensemble ci-après désignés « les Parties »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

DEFINITION DU CONTRAT

Article 1. OBJET ET NATURE DU CONTRAT

Les stipulations du présent contrat concernent la mise à disposition, l'implantation, la gestion et l'exploitation des lave-linges et sèche-linges équipés d'un système de paiement par carte bancaire et Izly dans les résidences du Concédant, et incluant le paiement d'une redevance sur le chiffre d'affaires réalisé.

Le contrat de concession aura pour objet de **confier à un opérateur la gestion et l'exploitation des laveries au sein des résidences du Concédant.**

Le Concessionnaire prendra également à sa charge la réalisation d'un programme d'investissement pour le renouvellement du matériel.

Le Concessionnaire sera entièrement responsable de l'exécution de ses missions, tant à l'égard du Concédant que des usagers et des tiers.

Le Concédant mettra à la disposition du Concessionnaire les locaux et installations définis dans l'annexe 3 du présent contrat.

En contrepartie de la mise à disposition des locaux, le Concessionnaire versera une redevance dont le montant aura été arrêté dans le cadre des négociations et sur la base des propositions du candidat.

La durée a été fixée afin de permettre au Concessionnaire d'exploiter les laveries et d'amortir les frais liés à l'investissement dans le matériel nécessaire à l'exploitation ainsi qu'à sa maintenance sur une durée raisonnable.

Le Concessionnaire assure les risques et périls de l'exploitation. Le Concessionnaire est responsable du fonctionnement de la concession et gère les laveries conformément au présent contrat.

Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent contrat de concession est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous :

- Le présent contrat de concession et les annexes suivantes :
 - o Annexe 1 : « Conditions financières »
 - o Annexe 2 : « Cadre de Réponses Techniques » (CRT)
 - o Les fiches techniques et attestations de conformité du fabricant des machines proposées pour l'exploitation des laveries
 - o Annexe 3 : « Liste des sites, besoins matériels et calendrier déploiement »
 - o Annexe 4 : « Convention Izly »
 - o Annexe 5 : « Conditions Générales service Izly »
 - o Annexe 6 : « Attestation de visite »
- Le code de la commande publique
- L'ensemble des normes se rapportant aux prestations faisant l'objet du présent contrat
- Toute disposition imposée par un texte légal

Bien que matériellement non jointe en totalité au présent contrat, ces pièces sont réputées connues des candidats. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes intéressant son activité pour l'exécution du présent contrat.

Article 3. MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE

La présente concession a pour objet la mise à disposition, l'implantation, la gestion et l'exploitation de lave-linges et de sèche-linges automatiques équipés d'un système de paiement, incluant le paiement d'une redevance sur le chiffre d'affaires réalisé dans les différentes résidences du Concédant.

La concession intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- Fourniture et installation complète des matériels de laveries automatiques avec lessive intégrée ainsi que des systèmes de paiement ;
 - o Transport / livraison ;
 - o Installation sur socle scellé si nécessaire ;
 - o Raccordement électrique, eaux, eaux usées, buées ;
 - o Mise en service avec paramétrage
 - o Nettoyage du local après installation ;
- Abonnement connexion pour centrale de paiement ;
- Approvisionnement des machines à laver en lessive respectueuses de l'environnement ;
- Maintenance préventive : entretien et nettoyage des matériels de laveries automatiques ;
- Maintenance corrective des matériels de laveries automatiques et des systèmes de paiement : le diagnostic et le rétablissement du service en cas de panne ;
- Suivi de la bonne exécution de la concession.

Le Crous de Limoges assure aux étudiants un service égalitaire et qualitatif sur tout le territoire en termes :

- de tarif social (identique dans toutes les laveries automatiques).
- d'offre égalitaire : installation de laveries automatiques même dans un site peu fréquenté.
- d'interlocuteur unique.

Article 4. EXCLUSIVITE DU SERVICE

Le présent contrat confère au Concessionnaire l'exclusivité de la gestion de la concession du présent contrat. En dehors de cette concession, le Concessionnaire ne dispose pas de l'exclusivité sur tous les autres marchés ou concessions actuelles ou à venir qui peuvent ou pourraient être passés par le Concédant.

La Concession n'exclut pas le droit pour l'exploitant de se porter candidat à tout autre contrat d'exploitation d'un service ayant des activités similaires sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

Article 5. PERIMETRE DU CONTRAT

Article 5.1 Définition du périmètre

Les lieux d'exécution de la présente concession concernent les territoires couverts par le Concédant dans les départements suivants :

- Haute-Vienne (87) : Résidence La Borie ; Résidence Beaublanc ; Résidence Ester ; Résidence Camille Guérin ; Résidence les Hauts de Vanteaux et Résidence Aurence.
- Corrèze (19) : Egletons site « Résidence d'Egletons » et Brive « Résidence de Brive »
- Creuse (23) : Felletin « Résidence de Felletin »

La présente concession est composée de 2 lots unique : lot 1 pour la Haute-Vienne et lot 2 pour la Creuse et la Corrèze.

Le périmètre de base du présent contrat de concession de services est indiqué dans l'annexe n°3.

Les laveries seront à disposition exclusive des étudiants logés dans les campus du CROUS de Limoges : 1979 lits théoriques, représentant un nombre maximum d'usagers potentiels, qui auront accès aux laveries. Les campus sont fermés, aussi les personnes extérieures aux campus n'auront pas le droit d'y accéder.

Les laveries sont ouvertes 24h/24 et 7j/7. Toutefois, pour des raisons de tranquillité des résidents, le Concédant peut décider au cas par cas de la fermeture nocturne des espaces laverie. En tout état de cause, une fermeture nocturne ne saurait intervenir avant 22h, ni s'achever après 7h.

Le Concédant peut également décider de la fermeture temporaire au cas par cas des espaces laveries pour tout motif d'ordre public (sécurité, bon ordre, salubrité, etc.).

Article 5.2 Modifications définitives ou temporaires du périmètre

Article 5.2.1 Clause de réexamen : Ajout de nouvelles laveries

Certaines résidences devant être équipées de laveries par la présente concession mais qui ne sont pas en mesure actuellement d'accueillir le matériel prévu, pourront être incorporées progressivement dans le parc. Il pourra être demandé au Concessionnaire d'apporter son expertise dans la mise en place des nouvelles laveries. L'incorporation des nouvelles laveries, le cas échéant, se fera par l'émission d'un avenant de la part du Concédant.

Article 5.2.2 Modalités d'ajout et de retrait de lave-linge et sèche-linge

Toutes implantations de lave-linges et sèche-linges supplémentaires et tous retraits de lave-linges et sèche-linges implantés font l'objet d'une modification qui est proposée au Concessionnaire par le Concédant. La modification ne peut être conclue sans l'accord des parties.

Toutes implantations de lave-linges et sèche-linges supplémentaires, notamment dans une nouvelle laverie, et tous retraits de lave-linges et sèche-linges implantés peuvent modifier le contrat de concession sans nouvelle procédure de mise en concurrence si, selon l'article L3135-1 du Code la Commande Publique :

- Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- Des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau Concessionnaire se substitue au Concessionnaire initial du contrat de concession ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant.

Article 5.2.3 Modalités de redéploiement de lave-linge et sèche-linge implantés

Les lave-linges et sèche-linges ne peuvent être déplacés sans l'accord préalable du Concédant. Les lave-linges et sèche-linges ne peuvent être déplacés que par le Concessionnaire.

A l'initiative du Concessionnaire ou du Concédant, une réunion peut être organisée afin de décider de redéployer, sur d'autres lieux ou sites, certains lave-linges et sèche-linges. Le Concessionnaire est tenu de réaliser le redéploiement conformément aux éléments renseignés dans le cadre de réponse technique, annexe n°2 du contrat.

Article 6. DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à la date de notification.

Compte-tenu des investissements nécessaires à la bonne exécution du contrat, celui-ci est conclu pour une **durée ferme de 5 ans**.

A l'issue de cette période, le contrat pourra être reconduit tacitement **deux fois pour une durée de 12 mois** chacune. Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Le contrat prendra fin de plein droit au plus tard 7 ans à compter de la date de notification pour toutes les résidences quelle que soit la date de démarrage d'exécution des prestations et pour tous les espaces laveries. Néanmoins, lors de la remise en concurrence au terme de la concession, si le Concédant n'a pas désigné un nouveau titulaire avant la fin du contrat, la durée de ce dernier pourra être prorogé exceptionnellement de 6 mois.

Une période de **pré-exploitation** pourra avoir lieu à compter de la date de notification et jusqu'à la date de mise en service demandée. Cette période permettra au Concessionnaire de commander les matériels et d'échelonner leur installation et leur mise à disposition. Les candidats présenteront dans leur offre un **planning de déploiement** (cf. article 10.2 du présent contrat).

L'ensemble des matériels devra être en service le 25 mars 2026.

Article 7. INFORMATION DU CONCESSIONNAIRE EN CAS DE MODIFICATION DE SA SITUATION

Le Concessionnaire est tenu d'informer le Concédant des opérations suivantes :

- Changement de forme juridique de la société Concessionnaire ;
- Modification du siège social ;
- Nomination de nouveaux dirigeants ;
- Prise ou perte de contrôle direct ou indirect de la société par une personne morale ou physique ;
- Fusion absorption ou scission de la société Concessionnaire ou tout autre opération assimilée.

Il est également tenu d'informer sans délai le Concédant de l'ouverture à son encontre de toute procédure susceptible d'avoir des conséquences sur l'exécution du contrat et le bon fonctionnement de la concession.

CONDITIONS D'EXPLOITATION

Article 8. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES

Article 8.1 Désignation des matériels de laverie automatique

Les lave-linges et sèche-linges doivent répondre, ou répondre de façon équivalente, aux normes françaises homologuées et européennes, notamment le décret n° 2012-412 du 23 mars 2012. Les normes applicables sont celles en vigueur à la date de signature du contrat. Cela est également le cas lors de l'activation de clauses de réexamen ou lors de la conclusion d'avenants au contrat par les parties. Les lave-linges et sèche-linges doivent être du matériel professionnel neuf. **25% du parc proposé pourra être du matériel reconditionné.**

Les lave-linges doivent avoir une **capacité minimale de 6 kg jusqu'à 9 kg avec injection automatique de lessive** lors du cycle de lavage, ceci afin d'éviter les manipulations de lessive par les étudiants et par conséquent les risques de salissures dans les locaux. La **capacité des sèche-linges doit également être comprise entre 6 kg et 9 kg.**

Le Concessionnaire doit s'assurer que ses installations soient conformes aux normes de sécurité applicables pour les établissements recevant du public.

La mise à disposition et implantation de lave-linges et de sèche-linges implique la fourniture, la livraison, l'installation du matériel de laverie dans les résidences.

Sont notamment compris dans la présente concession les accessoires nécessaires au fonctionnement des matériels précités telle que :

- La **centrale de paiement** qui commande le démarrage du nettoyage du linge et actionne la pompe à doser la lessive ;
- Les **pompes péristaltiques** avec distribution automatique.

L'injection de la lessive est effectuée lors de la mise en marche des machines à laver par des pompes péristaltiques avec distribution automatique.

Ces matériels doivent être livrés, installés, raccordés et testés sur le réseau électrique et eau.

Article 8.2 Mode de sécurisation des matériels de laverie automatique

Le Concessionnaire prendra à sa charge la sécurisation de tous les appareils.

NB : En cas de dégradation, les dommages éventuels causés aux matériels de laverie automatique seront à la charge du Concessionnaire.

Article 8.3 Identification des matériels de laverie automatique

Les appareils devront être clairement identifiés par le Concessionnaire au moyen d'un numéro, d'une appellation précise et d'un numéro de téléphone pour assistance.

Le Concessionnaire est tenu de respecter les moyens minimaux en matériels sur lesquels il s'est engagé dans son offre.

Article 8.4 Continuité du service

La continuité de service de la mise à disposition de lave-linges et de sèche-linges au service des résidents implique qu'il ne pourra y avoir de journée sans machine pour les étudiants.

Article 9. INSTALLATION, MISE EN SERVICE DES LAVE-LINGES ET SECHE-LINGES

Article 9.1 Conditions de livraison, d'installation et de mise en service

Le Concessionnaire aura la charge de fournir et de livrer jusqu'à son lieu d'installation les matériels prévus par la présente concession. Le Concessionnaire procédera à l'installation du matériel et son raccordement sur les réservations existantes des réseaux ou créées par le Concédant.

Lors de l'entrée du Concessionnaire dans les locaux, un **état des lieux contradictoire** est dressé entre le Concédant et le Concessionnaire. La même opération est effectuée lorsque le Concessionnaire libère les locaux, dès que le contrat de concession arrive à son terme. La comparaison des états des lieux permettra le cas échéant, de déterminer les travaux de remise en état des locaux à réaliser. Les travaux de remise en état nécessaire seront à la charge ou aux frais du Concessionnaire, en fonction de leur ampleur.

Le Concessionnaire s'engage à prendre en charge tout frais relatif à la mise en service des machines et, notamment, leur protection et raccordement :

- aux attentes électriques avec toutes les mesures de protection réglementaires
- aux attentes d'arrivée d'eau froide (et chaude le cas échéant) et d'évacuation des eaux usées
- aux évacuations d'air chaud sur l'extérieur

Il s'engage également à assurer le réglage, le paramétrage et la configuration des machines ainsi que des systèmes de paiement.

Une fois les matériels raccordés, le Concessionnaire procédera aux essais nécessaires afin de s'assurer du parfait fonctionnement des nouveaux matériels.

Article 9.2 Planning de déploiement

A la remise des offres, les candidats doivent remettre un planning de déploiement des matériels. Ce planning correspond à la période de pré-exploitation.

Ce planning fait partie des critères de jugement des offres.

Après signature de la notification du contrat et du contrat par l'ensemble des parties, le Concessionnaire prendra impérativement contact avec le Centre de Services Partagés du Crous de Limoges - Tél. : 05 19 56 13 00 – csp@crous-limoges.fr pour organiser le déploiement.

Dans les 15 jours suivant la notification du présent contrat, le Concessionnaire et le Concédant pourront réajuster si besoin le planning de déploiement, tout en respectant les conditions prévues à ce présent contrat.

Article 9.3 Mise hors service temporaire des lave-linges et sèche-linges

En cas de fermeture temporaire des établissements, le Concédant se réserve la possibilité de demander au Concessionnaire la mise hors service des appareils.

Article 10. GESTION DU MATERIEL

Le matériel sera maintenu dans un état d'hygiène et de fonctionnement normal par le Concessionnaire afin que l'activité soit compatible avec les besoins du Concédant, soit 7 jours sur 7, y compris pendant les vacances universitaires.

Sous réserve de ce qui est précisé à l'article 17, « Assurances », le professionnel assurera l'entretien et les réparations du matériel. En cas de nécessité, il pourra faire appel à un technicien extérieur à sa société.

Si besoin est, certains appareils pourront être momentanément retirés pour révision ou définitivement pour vétusté, ils devront alors être remplacés par d'autres procurant un service équivalent dans les délais de rétablissement en cas de panne prévus en ce qui concerne les lave-linges, les sèche-linges et les systèmes de paiement dans le « cadre de réponse technique », annexe n° 2.

Le Concessionnaire s'engage :

- À prendre connaissance des règlements de sécurité de l'utilisateur, et à les respecter ;
- À assurer des visites régulières des espaces de laveries pour vérifier la sécurité des matériels en place ;
- À effectuer l'entretien périodique ainsi que la maintenance du matériel installé ;
- À assurer les opérations de dépannage dans les délais les plus courts.

Le Concessionnaire, tout personnel nécessaire ou tout tiers technicien auquel il ferait appel auront libre accès aux appareils pendant les heures d'ouverture des locaux du Concédant afin d'en vérifier le fonctionnement, l'état et d'assurer l'approvisionnement.

Le Concédant donnera toutes instructions nécessaires dans ce but à son personnel de surveillance et de gardiennage.

Le Concessionnaire s'engage à réapprovisionner aussi souvent qu'il le faudra, l'entonnoir à lessive avec des produits lessiviels et à garantir les dosages dans le respect des normes environnementales.

La lessive utilisée doit être de première qualité (lavage efficace du linge) et doit respecter les exigences de développement durable.

La fourniture doit être, en tous points, conforme à la directive du Parlement européen et du Conseil n° 98/8/CE du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides. Elle doit notamment répondre aux normes NF EN 1276 (bactéricides) et NF EN 1650 (fongicides).

Article 11. SYSTEME D'INFORMATION

Article 11.1 Système d'information du Concessionnaire mis à disposition du Concédant

La mise en place d'une application, d'un site ou tout autre moyen informatique, permettant de mettre à disposition du Concédant les informations concernant l'exécution des prestations est **obligatoire**.

Le Concessionnaire devra :

- Donner la possibilité au Concédant de consulter les chiffres d'affaires et redevances annuelles ;
- Donner la possibilité au Concédant de connaître le nombre et le contenu des interventions préventives et curatives sur chaque laverie.
- Donner la possibilité au Concédant d'avoir une visibilité sur le nombre d'utilisation sur chaque laverie.

Article 11.2 Système d'information pour les résidents

Le Concessionnaire est tenu mettre en place une signalétique adaptée dans chaque laverie, comprenant au minimum :

- Une explication claire et précise du fonctionnement de la centrale de paiement, des machines et des différentes prestations offertes aux résidents, ainsi que les tarifs des cycles lavage/séchage ;
- Une explication claire et précise de l'accès et du fonctionnement de l'application, du site ou tout autre moyen facultatif informant les résidents sur l'utilisation des machines ; si les candidats en ont prévu l'utilisation ;
- La signalétique devra être formulée en français, mais aussi en anglais.

Préalablement à l'affichage, le Concessionnaire devra transmettre le projet de signalétique au Concédant afin qu'il vérifie sa conformité avec la charte graphique de l'établissement. La charte graphique sera transmise au Concessionnaire à la notification afin que ce dernier puisse respecter la signalétique du Concédant.

En parallèle, le Concédant sera très attentif aux possibilités offertes par les candidats :

- D'envoyer un SMS ou un courriel ou une notification via une APPS aux résidents s'ils le souhaitent, afin de les informer sur la fin du cycle de lavage / séchage des machines utilisées ;
- De donner la possibilité aux résidents de visualiser le nombre de machines disponibles et les différentes prestations offertes par ces dernières sur chaque laverie. Ces informations devront être régulièrement mises à jour.

Article 12. TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles et de la potentielle utilisation de données concernant les résidents, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018. Au sens de cette réglementation, le Concessionnaire sera par principe considéré comme « sous-traitant » du Concédant, et le Concédant comme « responsable du traitement ».

Article 13. PRESTATION DE CONSEIL DU CONCESSIONNAIRE

Chaque fois que le Concédant aura décidé de programmer l'installation ou le remplacement de matériel de lave-linge et de sèche-linge dans une résidence relevant de la présente concession, le Centre de Services Partagés du Crous de Limoges en informera le Concessionnaire par téléphone suivi d'un écrit, courrier ou courriel avec AR, afin que ce dernier lui soumette une proposition de commande.

Celui-ci se rendra dans la résidence concernée afin de prendre connaissance, en collaboration avec le gestionnaire du site, de la configuration des locaux et des équipements déjà implantés et proposera une solution adaptée.

Article 14. OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE LIEES A L'EXECUTION DE LA CONCESSION

Article 14.1 Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux

La prise en charge des prestations définies à la présente concession constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le Concessionnaire assure la livraison, l'installation et la mise en service de l'ensemble des lave-linges et sèche-linges.

Les risques afférents au transport des lave-linges et sèche-linges et des accessoires jusqu'au lieu de livraison incombent au Concessionnaire. Le Concessionnaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement.

Par ailleurs, le Concessionnaire accepte de prendre en charge, à ses frais :

- L'entretien et le nettoyage complet des lave-linges et sèche-linges ;
- La maintenance préventive et curative des lave-linges et sèche-linges et de leurs moyens de paiement, à savoir, en cas de panne, le diagnostic et toutes les réparations nécessaires à la remise en service durable. Par ailleurs, le candidat indiquera dans le cadre de sa réponse technique le délai d'intervention nécessaire (incluant réparation et remise en service) en cas de panne ;
- L'approvisionnement quantitatif et qualitatif, continu et régulier, en produits lessiviels ;
- Le réglage, le paramétrage et la configuration des lave-linges et sèche-linges ainsi que des systèmes de paiement ;
- Les vérifications réglementaires des équipements installés par les organismes compétents le cas échéant ;
- Le remplacement de lave-linges et sèche-linges en cas de pannes importantes ou répétées.
- La gestion des remboursements des cycles de lavage et séchage en cas de dysfonctionnements.

Article 14.2 Adhésion du Concessionnaire à la monétique Crous

Le Concessionnaire est tenu d'adhérer à la monétique du Concédant. En cas de changement de monétique, le Concessionnaire en est informé dans un délai raisonnable. Le Concessionnaire est tenu le cas échéant de remplacer à ses frais et sans solliciter une participation financière du Concédant, le lecteur de l'ensemble des systèmes de paiement en cas de changement de monétique.

Article 14.2.1 Dispositifs de paiement

Les Crous ont mis en place une carte multiservices qui est une carte étudiante de type « Izly » valable pour les services universitaires, dont la laverie automatique.

Les dispositifs de paiement installés devront accepter un système de paiement monétique sur site en laverie (par centrale de paiement ou lecteurs de carte sur les machines) compatible IZLY et cartes bancaires avec et sans contact.

Le Concessionnaire pourra proposer d'autres modes de paiement (dispositif numérique sécurisé, QR code...). Dans le cas où le Concessionnaire propose un mode de paiement en ligne, il prendra toute mesure utile pour **sécuriser les informations bancaires saisies par l'étudiant** – usager de la laverie, en veillant à respecter la gestion des données personnelles (RGPD).

Le prestataire devra passer une convention avec le prestataire IZLY (cf. Annexe 4). Le dispositif de paiement devra permettre un relevé trimestriel des transactions par machine pour tous les modes de paiement.

L'achat des centrales de paiement (sous réserve que le système de paiement proposé par le candidat fonctionne avec des centrales de paiement), les frais d'installation, ainsi que les frais d'exploitation sont à la charge intégrale du Concessionnaire.

Les coordonnées du Concessionnaire permettant à l'étudiant de le contacter en cas d'incident de distribution figurent sur chaque appareil. **Le Concessionnaire prévoit dans son offre un protocole autonome de gestion des doléances.** Ce système de gestion des doléances prévoit à minima les modalités de remboursement de l'utilisateur ayant payé une prestation sans en bénéficier du fait d'un dysfonctionnement d'appareil.

Le Concessionnaire reçoit directement sur son compte bancaire les recettes de machines, sur lesquelles il s'engage à reverser au Concédant un pourcentage fixe du chiffre d'affaires HT réalisé.

Article 14.3 Obligations liées à l'installation des machines et à la maintenance

Le Concessionnaire s'engage :

- À assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- À contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- À assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet de la présente concession soit parfaitement remplie ;
- À faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans les locaux ;
- À restituer les installations, équipements et locaux en bon état de propreté à l'expiration de la concession ;
- À respecter les délais d'installation, de rétablissement et d'entretien (mentionnés notamment dans son cadre de réponses techniques).
- À faire un suivi des interventions de maintenance corrective et en informer tous les ans le Concédant.

Le Concessionnaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations de la concession, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par le Concédant.

Tout retard dans la mise en service des matériels fournis induit par une mauvaise détermination des réservations nécessaires au fonctionnement des matériels sera imputé au Concessionnaire qui s'exposera ainsi à l'application des pénalités prévues au présent contrat.

Article 14.4 Obligations liées à l'assistance aux utilisateurs

- Le Concessionnaire se doit de dépanner l'utilisateur en cas de panne ou d'impossibilité de paiement (cf. Annexe 2), à ce titre il doit proposer un **service après-vente à distance sur simple appel téléphonique** ;
- L'assistance téléphonique doit être possible à minima de 8h à 21h
- Le Concessionnaire doit pouvoir proposer un dédommagement à l'étudiant qui aurait payé une prestation sans en bénéficier du fait d'un dysfonctionnement ou d'une panne d'une machine, dans la mesure où cet usager lésé se ferait connaître au prestataire.

Article 14.5 Confidentialité

Le Concessionnaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des membres du groupement que l'exécution de la présente concession l'amènerait à connaître. Une partie au contrat ne pourra demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle aura elle-même rendus publics.

Le Concessionnaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts des membres d'un éventuel groupement et engagerait sa responsabilité.

Article 14.6 Sous-traitance

Tout sous-traitants doit être soumis à l'agrément du Concédant.

Le non-respect de cette formalité expose le Concessionnaire à la résiliation de la concession à ses torts. L'acceptation d'un sous-traitant en cours de concession et l'agrément des conditions de paiement seront constatés par un acte spécial signé par le Concédant et le Concessionnaire.

Article 14.7 Optimisation, évolutions et mises en conformité

Dans le cadre de l'amélioration des pratiques, le Concessionnaire s'engage, sans contrepartie financière, à faire bénéficier au Concédant :

- Toute évolution technique dont il serait détenteur et qui améliore l'utilisation des matériels ;
- Toute mise en conformité technique résultant d'une évolution ou d'une modification législative ou réglementaire pour l'ensemble des machines.

Article 14.8 Fin du contrat de concession

Article 14.8.1 Retrait du matériel

A l'expiration du contrat, résiliation ou arrivée du terme, les machines et matériels qui sont la propriété de l'exploitant, seront retirés par ses soins. Une concertation avec le Concédant sera établie pour assurer la continuité de service.

Article 14.8.2 Retrait différé de l'ensemble des matériels en fin de concession

Le contrat cesse de produire ses effets à la date d'expiration prévue au présent contrat. D'une manière générale, le Concessionnaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires ou à laisser prendre toutes mesures jugées nécessaires par le Crous pour faciliter le passage progressif du contrat de concession vers une autre modalité de gestion ou vers la désignation d'un nouveau Concessionnaire.

Cet article s'applique dans l'hypothèse où, suite à une future consultation, le Concessionnaire de la présente concession n'est pas reconduit et devrait retirer son matériel pour laisser place au matériel du Concessionnaire de la concession ultérieure.

Dans l'hypothèse, ci-dessous, le Concessionnaire de la présente concession est dénommé « Concessionnaire sortant » et le Concessionnaire de la concession ultérieure est dénommé « Concessionnaire entrant ».

Dans cette hypothèse :

Le Concessionnaire sortant s'engage à organiser en concertation avec le Concessionnaire entrant pour chaque site une « rotation » du matériel, c'est-à-dire le remplacement du matériel du Concessionnaire sortant par celui du Concessionnaire entrant afin de garantir la continuité de service pour les usagers étudiants, qui se traduit par la présence de matériels installés du Concessionnaire sortant ou du Concessionnaire entrant, sur site.

Le Concessionnaire sortant accepte de laisser les matériels installés sur site et de prolonger ses prestations, pendant une période transitoire d'un délai de 4 mois maximum, dans les conditions de la présente concession, dans l'attente de la livraison, installation et mise en service des matériels du Concessionnaire entrant.

Tout matériel en place retiré par le Concessionnaire sortant devra dans la journée être remplacé par celui du Concessionnaire entrant.

Durant cette période transitoire, le Concessionnaire sortant et le Concessionnaire entrant devront se concerter afin d'assurer le remplacement des matériels en place correspondants du Concessionnaire sortant par ceux

du Concessionnaire entrant, à savoir le retrait du matériel du Concessionnaire sortant et l'installation et la mise en service du matériel du Concessionnaire entrant de façon coordonnée et conjointe et informer le directeur de site de leur concertation.

Dans un délai de 45 jours calendaires, suivant la décision d'attribution relative à la concession ultérieure, le Concessionnaire entrant et le Concessionnaire sortant se concertent pour présenter au Concédant, un « calendrier de transition » assurant, d'une part, le retrait et l'installation des matériels entrant et sortant et, d'autre part, la continuité des services pour les usagers.

Ce « calendrier de transition » fera l'objet d'un accord entre le Concessionnaire entrant, le Concessionnaire sortant et le Concédant, distinct du présent contrat.

Article 14.8.3 Etat des lieux et remise en état

Trois mois avant l'expiration du contrat, le Crous et le Concessionnaire arrêtent, au vu d'un état des lieux établi contradictoirement, les travaux de remise en état qu'il appartiendra au Concessionnaire d'exécuter à ses frais.

Si les travaux de remise en état ne sont pas exécutés à l'expiration d'un délai imparti par le Crous, celui-ci pourra faire procéder d'office, et aux frais du Concessionnaire, à leur exécution, par l'entrepreneur de son choix.

Article 15. OBLIGATIONS DU CONCEDANT

Le Concédant est simplement gardien du matériel qui lui est confié.

En cas de survenance d'un événement pouvant donner lieu à un sinistre, le Concédant devra en informer le Concessionnaire dans les 48 heures ouvrées suivant la mise à sa disposition de l'information concernant ledit événement par tout moyen décrivant l'incident.

Le Concédant s'engage à garantir les appareils contre tous risques de destruction et toutes dégradations qui seraient imputables à son personnel salarié ou d'une manière générale non imputables au Concessionnaire.

Le Concédant s'engage à maintenir propres les abords des machines.

Le Concédant fournira gracieusement à proximité immédiate des installations, les arrivées d'eau et l'eau potable au sens de la réglementation en vigueur, ainsi que l'énergie électrique selon les règles de sécurité applicables en la matière et, s'il y a lieu, les évacuations d'eaux usagées aux endroits prévus pour les installations : les branchements devront être conformes à la législation en vigueur. Le Concédant s'engage à fournir gracieusement les arrivées d'eau et d'électricité nécessaires à leur fonctionnement.

Le Concédant prendra à sa charge les frais d'électricité et d'eau nécessaires au fonctionnement des appareils.

Les besoins en eau, électricité et chauffage sont fournis par le Concédant selon les conventions établies entre ce dernier et ses partenaires, dans le cas où il n'est pas propriétaire du bâtiment.

Le Concédant devra informer le Concessionnaire, dès qu'il en aura connaissance des anomalies survenues dans le fonctionnement des appareils ainsi que des coupures d'eau et d'électricité qui pourraient survenir.

Le Concédant prendra à sa charge les frais de connexion réseau. Il mettra à disposition du concessionnaire une connectivité sur le réseau pour permettre aux consoles d'interroger les serveurs IZLY et CB.

RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Article 16. ASSURANCE DU CONCESSIONNAIRE

Le Concessionnaire doit justifier dans un délai de 7 jours à compter de la notification de la concession et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de la concession est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de la concession, le Concessionnaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Pour cela, le Concessionnaire contractera toute assurance propre à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui, en vertu du présent paragraphe, et notamment une assurance « Responsabilité Civile ».

Le Concessionnaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant :

- L'ensemble de ses responsabilités dans le cadre de ses activités et d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il encourt en cas de faute, omission, dommages aux tiers dans l'exercice de sa mission ;
- Les risques pouvant résulter de l'installation et de l'exploitation des appareils vis-à-vis des tiers.

Le Concessionnaire supportera le coût du vol éventuel des matériels, centrale de paiement et produits. Les frais de réparation entraînés par les détériorations imputables au Concessionnaire seront à la charge de ce dernier.

Article 17. RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE

Le Concessionnaire demeure seul responsable, sans recours auprès du Concédant, envers ses tiers, y compris le personnel du pouvoir adjudicateur, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission, vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, que ces accidents, dégâts et dommages soient causés par son fait, celui des personnes dont il répond ou des biens dont il a la garde.

La responsabilité du Concessionnaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par la concession et ne se terminera qu'à l'expiration de ce dernier. Sa responsabilité protège le Concédant contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Le Concessionnaire est donc responsable personnellement de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité du Concédant ne peut être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de la gestion du Concessionnaire.

Le Concessionnaire garantit le Concédant contre tout recours provenant des tiers ou de leurs assureurs. Dans le cas où le Concédant serait néanmoins mise en cause, à juste titre, par un usager ou par un tiers, au titre de l'exploitation des installations, objet du présent contrat, le Concessionnaire tiendra le Concédant comme seul responsable des frais et honoraires d'expertise et de procédure.

Il ne peut invoquer le contenu et en particulier le plafonnement des garanties d'assurance souscrites pour s'exonérer de sa responsabilité. Il lui appartient, si nécessaire, d'assumer directement les conséquences financières des dommages relevant de sa responsabilité si les indemnités allouées en application de ces garanties ne sont pas suffisantes.

Le Concessionnaire renonce à tout recours à l'encontre du Concédant et de ses assureurs.

STIPULATIONS FINANCIERES

Article 18. MONTANT DE LA CONCESSION

La rémunération du Concessionnaire est constituée par le droit qui lui est accordé de percevoir une partie des recettes nées de l'exécution de la concession. Le montant de la concession est évalué à partir du montant des recettes concédées sur le chiffre d'affaires HT réalisé sur la durée de la concession.

Le Concessionnaire ne peut pas imposer un nombre minimum de lavages ou de séchages pour le versement de cette redevance.

Le prestataire reçoit directement sur son compte bancaire les recettes afférentes au fonctionnement des lave-linges et sèche-linges, sur lesquelles il s'engage à reverser au Crous de Limoges un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé fixé contractuellement.

Le Concessionnaire précise dans l'annexe 1 « conditions financières », le pourcentage de reversement du chiffre d'affaires HT réalisé qu'il s'engage à reverser.

La redevance versée constitue le risque pesant sur le Concessionnaire.

L'article L. 1121-1 du code de la commande publique donnant la définition des contrats de concession, reprend cette idée. Aussi, « une part de risque transférée au Concessionnaire implique dès lors une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le Concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le Concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés ».

Article 19. FIXATION DES PRIX DE VENTE

La tarification pour un lavage et pour un séchage est votée par le Conseil d'Administration du Crous de Limoges, les tarifs 2025 s'élèvent à :

- **3.00 euros TTC pour un cycle de lavage avec lessive intégrée**
- **1.00 euro TTC pour un cycle de séchage**

Ces tarifs pourraient être amenés à évoluer au cours du contrat à l'initiative du Concédant. Dans ce cas, le Concédant en informerait le Concessionnaire afin de paramétrer les nouveaux tarifs dans les systèmes de paiement.

Article 20. VERSEMENT DE LA REDEVANCE

La redevance sera versée trimestriellement.

Elle sera calculée sur le chiffre d'affaires hors taxe réalisé sur l'ensemble des sites à hauteur du pourcentage indiqué dans l'annexe 1 « conditions financières ».

Le versement sera accompagné des justificatifs suivants :

- Le chiffre d'affaires HT réalisé par site,
- Le montant de la redevance par site.
- Bilan des utilisations

Ces éléments doivent être envoyés par courriel au Centre de Services Partagés : csp@crous-limoges.fr et au Service facturier : service-facturier@crous-limoges.fr chaque trimestre.

Le paiement sera adressé au service financier du Concédant dont le relevé d'identité bancaire sera communiqué postérieurement au Concessionnaire. Le Concédant établit un titre de recettes sur la base des éléments transmis par le Concessionnaire.

Ces informations devront être communiquées au plus tard quinze 15 jours après la date fixée entre les parties.

Article 21. DELAIS DE PAIEMENT

Le délai de paiement ne devra pas excéder 30 jours à compter de l'envoi du relevé détaillé.

MODALITES DE CONTRÔLE, DE SUIVI ET SANCTIONS

Article 22. SUIVI ET CONTRÔLE DE LA CONCESSION

Article 22.1 Suivi de la concession

La présente concession est un « contrat » avec obligation de résultats qui implique un suivi de la qualité de la prestation au cours de l'exécution de la concession.

La réalisation de la concession induit nécessairement une collaboration entre les deux parties. Il incombe ainsi aux parties contractantes d'alerter l'autre le plus vite possible et d'engager une concertation pour mettre en place, dans les meilleurs délais, la solution la mieux adaptée pour pallier la difficulté rencontrée.

Les coordonnées des personnes représentant le Concessionnaire sont indiquées dans le cadre de réponses techniques. En cas de changement, le Concessionnaire est tenu d'en avvertir sans délai le Concédant.

En tout état de cause, qu'il s'agisse du représentant du Concessionnaire ou de ses équipes, le Concessionnaire s'engage à maintenir un niveau égal ou supérieur de compétences en cas de changement de son personnel.

En cas de manquement de la part des personnes chargées de l'exécution des prestations, le Concédant se réserve le droit de demander au Concessionnaire leur remplacement.

Article 22.2 Contrôle exercé par le Concédant

Le Concédant se réserve le droit de procéder à tout type de contrôle afin de s'assurer de la quantité et de la qualité du matériel et de vérifier l'exactitude des montants des versements, par tous moyens.

Le Concédant et le Concessionnaire, se réunissent annuellement afin de faire le point sur l'état de la concession et la bonne exécution des clauses du présent Contrat.

Le Concessionnaire est tenu de présenter, annuellement au Concédant un rapport regroupant notamment :

- Le parc des machines par site ;
- Le nombre de lavages et de séchage vendus par site ;
- Le suivi et les observations des opérations de maintenance ;
- Le suivi du nombre de lavages gratuits ;
- Le chiffre d'affaires et la redevance versée au Concédant,

Article 22.3 Fréquences de passage

Le Concessionnaire est tenu de respecter les fréquences de passage prévues dans le cadre de réponses techniques.

Article 23. PENALITES

Le Concessionnaire n'est pas exonéré des pénalités quel que soit le montant.

Si les pénalités décrites ci-dessous restent sans effet quant à la qualité de l'exécution demandée ou ne donne pas lieu à paiement au bout d'un délai de 2 mois, le Concédant se réserve le droit de résilier la concession sans verser d'indemnités au Concessionnaire.

Article 23.1 Pénalités pour retard d'exécution

En cas de non-respect du calendrier d'installation des équipements ou du calendrier d'enlèvement des équipements en fin de contrat, il est appliqué une pénalité de retard dont le montant est fixé à 50 euros par jour de retard, par machine et par site concerné.

En cas de non-respect des fréquences de nettoyage et d'autocontrôle prévues au cadre de réponses techniques, il est appliqué une pénalité de retard dont le montant est fixé à **10 euros par jour de retard**.

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Article 23.2 Pénalités pour indisponibilité d'un lave-linge ou sèche-linge

Un lave-linge ou sèche-linge est indisponible lorsque, indépendamment du Concédant, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le Concessionnaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute au moment de la demande d'intervention :

- **En cas de panne** : il est appliqué une pénalité dont le montant est fixé à **20 euros par jour de retard** à compter de l'expiration du délai proposés par le candidat dans le cadre de sa réponse technique ;
- **En cas de rupture de lessive** : il est appliqué une pénalité de **10 euros par jour d'indisponibilité**.

Article 23.3 Pénalités pour retrait ou transfert des machines sans autorisation préalable

Tout retrait ou transfert de machines sans autorisation préalable du Concédant donne lieu à l'application d'une pénalité de **50 euros par jour d'inaccessibilité de l'appareil**.

Article 23.4 Pénalités pour retard de paiement

Tout de retard de paiement donne lieu à l'application d'une pénalité de 20 euros par jour de retard.

Article 24. SANCTIONS CORRECTIVES

En cas de faute grave du Concessionnaire, remettant en cause la continuité du service et de manière répétée, ou si le service n'est exécuté que partiellement, et sauf accord particulier du Concédant, celui-ci peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Concessionnaire, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement le service.

Cette mise en régie provisoire intervient après une mise en demeure restée sans effet pendant un mois sauf circonstances exceptionnelles.

STIPULATIONS COMPLEMENTAIRES

Article 25. RESILIATION ET FIN DU CONTRAT DE CONCESSION

25.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du Concessionnaire

Le Concédant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations stipulées par le présent contrat, aux frais et risques du Concessionnaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du Concessionnaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Concessionnaire, est à la charge de ce dernier. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

25.2. Résiliation

Le contrat de concession peut être résilié dans les conditions prévues aux articles L3136-2 à 6 du code de la commande publique.

25.2.1. Résiliation pour faute du Concessionnaire

En cas d'inexécution du Concessionnaire de l'une de ses obligations essentielles au titre du contrat telles que l'indisponibilité du matériel ou des produits, l'absence d'installation d'appareils, les dysfonctionnements répétés, les défauts répétés d'approvisionnement, le non-respect de la législation et des consignes monétiques IZLY et autres, le non-respect des engagements financiers, le Concédant adresse au Concessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception une mise en demeure de procéder à l'exécution de ces prestations.

Après un délai de 20 jours calendaires à compter de la réception de cette mise en demeure, si le Concessionnaire ne s'est pas exécuté, le Concédant peut résilier le contrat de concession aux torts exclusifs du Concessionnaire.

La résiliation du contrat de concession aux torts du Concessionnaire ne donne pas lieu à indemnisation.

25.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Concédant peut mettre fin au contrat avant son terme pour des motifs d'intérêt général. La résiliation est notifiée au Concessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception exposant les motifs de la résiliation. Elle prend effet à compter de la date indiquée sur le courrier de résiliation.

Conformément aux dispositions de l'article L.6 du code de la commande publique, la résiliation pour motif d'intérêt général donne lieu à une indemnisation du Concessionnaire.

Le montant de l'indemnisation couvre :

- la réparation du préjudice résultant pour le Concessionnaire de cette résiliation anticipée ;
- le montant des investissements non amortis à la date d'effet de la résiliation, en se fondant uniquement sur la durée d'amortissement couvrant la durée totale initiale du contrat ;
- le montant du manque à gagner à compter de la date d'effet de la résiliation, en tenant compte des pièces justificatives fournies par le Concessionnaire.

Article 26. REGLEMENT DES LITIGES ET CONTESTATIONS

Les contestations qui pourraient subvenir entre le Crous de Limoges et le Concessionnaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de différend, un règlement amiable entre le Crous de Limoges et le Concessionnaire doit être recherché en priorité. Si un dialogue entre les parties ne peut être établi et conformément à l'article L3137-1 du code de la commande publique, le Concédant et le Concessionnaire peuvent recourir au médiateur des entreprises.

Dans le cas où les litiges éventuels n'auraient pas reçu de solution amiable préalable, les recours contentieux seront portés devant le tribunal administratif compétent :

Tribunal Administratif de Limoges
2 Cour Bugeaud
87000 LIMOGES
Tél : 05 55 33 91 55
Mail : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Fait à

Fait à,

Le.....

Le

Le Concessionnaire,

Le Directeur général, Fabrice PEZZIARDI,

*(Ou le représentant du pouvoir adjudicateur ou de
l'entité adjudicatrice habilité à signer le marché
public ou l'accord-cadre)*

LISTE DES ANNEXES

- Annexe n°1 : « Conditions financières »
- Annexe n°2 : « Cadre de réponses techniques » (C.R.T.) ;
- Annexe n°3 : « Liste des sites, besoins matériels et calendrier déploiement » ;
- Annexe n°4 : « Convention Izly »
- Annexe n°5 : « Conditions générales service Izly »
- Annexe n°6 : « Attestation de visite »